



COMMUNIQUE DE PRESSE

ALCOOLISME ET POLITIQUE DES RISQUES

L'autorisation de mise sur le marché du Baclofène pour traiter la maladie alcoolique pose de nombreuses questions tant à la société qu'aux Mouvements d'anciens buveurs.

Rappelons que ce médicament a été conçu pour un usage autre que celui du traitement de l'alcoolisme. On peut légitimement se poser la question de savoir si sa prescription ne ressort pas de l'usage d'un palliatif alors qu'il n'y a pas actuellement de médicaments qui traitent directement de la maladie. La prescription de ce produit ne sert-elle pas à soulager un corps médical qui se sent impuissant et démuné pour éradiquer un fléau qui fait 49000 morts annuellement en France ?

D'autre part, notre Mouvement, fort de l'expérience de ses groupes de parole tenus par ses 10 000 adhérents, alerte sur le discours de « réduction des risques » qui accompagne la mise sur le marché du Baclofène. En effet, dire à des buveurs dépendants qu'ils peuvent continuer à boire en prenant ce médicament, c'est les laisser continuer à absorber un poison qui peut les mener à la mort et entretenir leur déshérence.

Plus grave encore, alors que la phase la plus délicate du parcours de soins est celle du déclin de lucidité qu'a le malade lorsqu'il prend conscience qu'il lui faut briser la dépendance pour survivre, il nous paraît dangereux de lui laisser croire qu'il « pourra s'arrêter » un jour. Pour lui, demain, c'est la mort.

Lourde est la responsabilité de ceux qui s'engagent ainsi en persuadant qu'on peut « gérer la dépendance » comme un compte bancaire avec des crédits et des débits dont il suffirait de maintenir le solde positif. Nous réaffirmons que chaque verre de plus entretient la dépendance, chaque verre de plus est un pas vers la mort.

Certes, il est beaucoup plus complexe, au lieu de faire appel au marché et à des laboratoires dont la visée première est le profit financier, de mettre en place une politique de santé publique.

À chaque quinquennat d'inactions qui passe, c'est 246 000 morts de plus pour les fossoyeurs.

La politique de l'autruche actuelle, ne peut masquer l'enjeu réel : la lutte contre l'alcool-dépendance nécessite une véritable politique qui prenne en compte tous les aspects de la maladie : sociaux, économiques et culturels. Il ne suffit pas de prescrire un médicament. Il faut aussi assurer un suivi social des personnes en détresse et souvent en position de désintégration sociale. Les groupes de paroles sont au carrefour de ce regard. Pour l'instant, ils constituent une part importante du remède parce que le malade bénéficie d'actions complémentaires : groupes de parole, suivi médical, suivi psychologique, suivi social. La chimiothérapie ne saurait suffire au traitement des conduites addictives.

Il n'y a ni miracle, ni remède miracle. Le laisser croire est une affabulation dangereuse et est réductrice de l'assistance à personne en danger.

Notre mouvement met en garde contre des messages et des prescriptions qui créeraient un espoir qui ne serait qu'un mirage et un voile posé sur la carence d'une politique de santé publique pour éradiquer l'alcoolisme.

Le 27 mars 2014

Pour tout contact :

Félix le Moan, président national : 06 84 51 15 20

Alain Callès, délégué national : 06 08 64 19 21